



**PRÉFET
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : Florian MARCHANT

Nantes, le 17/10/2022

Unité départementale de la Loire-Atlantique
florian.marchant@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.77.99
N/Réf : N4-2021-1210

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : MONDELEZ ci-après dénommé l'exploitant
Commune : La Haie Fouassière

Régime ICPE de l'établissement : Autorisation Rubrique principale 3642 et BREF principal : Industrie agroalimentaire et laitière (FDM)

Objet du rapport : Instruction du dossier de ré-examen IED

Par arrêté préfectoral n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005, la société MONDELEZ est autorisée à exploiter une unité de fabrication de biscuits comprenant notamment des installations classées sous la rubrique 3642-3.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.



Horaires d'ouverture : 8h45-12h00 / 13h30-16h15
Tél. : 02.72.74.77.90 – fax : 02.72.74.77.99
5 rue Françoise Giroud – CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

L'exploitant a transmis par courrier du 1^{er} décembre 2020 un dossier de ré-examen IED (rapport du 30 novembre 2020 par KALIES), afin de répondre à l'obligation qu'il a de se mettre en conformité vis-à-vis des MTD (meilleures techniques disponibles) de son secteur d'activité.

Le rapport de ré-examen doit être transmis dans les 12 mois suivant la publication des MTD du secteur d'activité concerné par l'industrie (article R515-71 du Code de l'Environnement), et l'exploitant dispose de 4 ans pour mettre en conformité ses installations vis-à-vis de ces conclusions (R515-70 du CE). Les conclusions sur les MTD pour les industries agroalimentaires et laitières étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 4 décembre 2023.

Le Ministère de l'Environnement a publié un Arrêté Ministériel de Prescription Générale (AMPG) spécifique aux rubriques 3642, 3643 et 3710 du 27/02/2020 qui rend obligatoire le respect des prescriptions des conclusions du BREF FDM sans avoir à modifier immédiatement les arrêtés préfectoraux des sites.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société a été autorisée par arrêté préfectoral n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- 23 janvier 2006 relatif à l'autosurveillance des rejets aqueux
- 10 juillet 2012 relatif aux rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous.

N° Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Références réglementaires	Éléments caractéristiques	Régime
3642-3-a	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus:</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :</p> <p>75 si A est égal ou supérieur à 10, ou</p> <p>[300— (22,5 x A) dans tous les autres cas</p> <p>où A est la proportion de matière animale (en % de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis</p> <p>Nota 1- l'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit</p>	Décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 09/10/2013	200 t/j	A

	Nota 2 – la présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait			
4735-1-a	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	AP n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005 (ancienne rubrique 1136) et décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 17/08/2016	3,56 t	A
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (JE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques OU climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 17/08/2016	368,38 kg	D
1510-2 (1)	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des). Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	Décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 09/10/2013	130 000 m ³	E
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	AP n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005 et décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 09/10/2013	5 403 kW	E
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	AP n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	300 m ³	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou	AP n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	11,5 MW	DC

	<p>au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>			
2940-2-b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...).</p> <p>b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour</p>	<p>AP n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005 et déclaration du 11/02/2020</p>	46 kg/j	D
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p>	<p>Décision actant le bénéfice de l'antériorité en date du 09/10/2013</p>	25,8 kW	NC

(1) sans prise en compte de l'évolution de la rubrique 1510. Classement sous cette rubrique (ainsi que 2662) susceptible d'évoluer suite à la modification des règles de classement avec la parution de l'arrêté du 24/09/2020. A ce titre, la Société doit avoir sollicité par courrier le bénéfice des droits acquis en application de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement.

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration, NC = Non classé

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale du site est la rubrique 3642-3 relative au traitement et à la transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de matières premières animales et végétales. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles des industries agroalimentaires et laitières (FDM).

La situation des installations au titre de la rubrique des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

N° Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces	Surface du bassin	D

	superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspond à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20	versant capté par le site = surface du site car aucune arrivée d'eau des terrains voisins, soit 14 ha.	
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

* A = Autorisation, D = Déclaration

II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier comporte les éléments suivants :

- Définition du périmètre IED et liste des BREF pris en compte
- Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions de l'autorisation au regard des 3 situations listées au III de l'article R. 515-70 (pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme de qualité environnementale)
- Positionnement par rapport aux MTD
- Demande de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser ses prescriptions

Rapport de base

L'exploitant précise que le rapport de base a été réalisé par la société DEKRA en 2014 (référence : 51364356 – version E – mise à jour le 20 juin 2014). Des investigations ont été menées en 2015 par la société SOCOTEC sur les sols et les eaux souterraines.

Le rapport de base conclut en l'absence d'impact du site sur la qualité des sols et des eaux souterraines.

II.1 - Définition du périmètre IED

L'article R.515-58 du code de l'environnement définit le périmètre IED. L'exploitant a choisi de définir le périmètre IED au site entier.

II.2 - BREF applicables

Réglementairement, le code de l'Environnement demande à chaque exploitant de choisir une rubrique principale. Le BREF associé à cette rubrique est appelé BREF principal.

Les BREFs traitant d'un secteur d'activité spécifique susceptibles de s'appliquer sont appelés BREFs secondaires.

Les BREFs traitant d'un sujet susceptible de concerner de nombreux secteurs d'activités sont appelés BREFs transversaux.

Le BREF sectoriel FDM (Food, Drink and Milk) constitue le BREF principal des industries agroalimentaires et laitières. Il s'agit du seul BREF sectoriel s'appliquant au site (rubrique IED 3642). Le BREF FDM a été retenu par l'exploitant.

Les MTD génériques (n°1 à 15) sont applicables au site dans le cadre du BREF FDM. Le délai de mise en conformité pour le BREF FDM est le 4 décembre 2023.

L'exploitant a également retenu pour son site le BREF transversal sur les systèmes de refroidissement industriels (ICS)

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire est applicable aux installations classées soumises à autorisation pour les rubriques 3642, 3643 et 3710 au 4 décembre 2023.

II.3 - Examen des MTD du BREF principal FDM

MTD 1 : système de management environnemental

L'exploitant a décidé de sortir des normes ISO 14001 & OHSAS 18001. En remplacement, un système de management qualité, sécurité et environnement a été mis en place à compter de novembre 2020. Ce système se base sur les références normatives et légales suivantes :

- FSSC 22000 : Système de management de la Sécurité des Aliments, version 2014,
- PAS 96 : évaluation exigences biovigilance, version 2010,
- Système QCMS : système de management qualité de Mondelez International,
- Standards Sécurité et Environnement de Mondelez International,
- Réglementation Sécurité et Environnement : dispositions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail du Code du Travail, Code de l'Environnement et Code de la Santé Publique.

L'exploitant met également en œuvre :

- Un suivi des niveaux de bruit dans l'environnement et au sein du site,
- Un suivi des émissions atmosphériques,
- Un suivi des différents paramètres tels que : consommation en eau, consommation en gaz, consommation d'électricité, production
- Des audits énergétiques réalisés par le site.

L'exploitant indique mettre d'ores et déjà en place des mesures de management de l'environnement répondant aux exigences du système de management environnemental décrites dans la MTD 1.

MTD 2 : inventaire des consommations et émissions

L'exploitant indique réaliser un suivi des consommations en eau du site grâce à 8 compteurs relevés toutes les semaines. Un suivi de la consommation énergétique est réalisé toutes les semaines. Ce suivi porte sur la consommation en électricité et en gaz. La consommation de matières premières fait également l'objet d'un suivi.

Les émissions liées au process concernent les effluents aqueux ainsi que les émissions atmosphériques. L'exploitant dispose d'un schéma simplifié de déroulement des procédés et l'origine des émissions.

Concernant les émissions atmosphériques, aucun traitement des rejets n'est en place au niveau des chaudières et des fours. L'exploitant indique que les gaz de combustion des chaudières font l'objet d'un suivi tous les trois ans sur les paramètres débit, oxygène, oxydes de soufres, poussières, oxydes de carbone et oxydes d'azote. Les gaz de combustion des fours de cuissons font l'objet d'un suivi à chaque changement de recette sur les paramètres débit, oxygène, oxydes de soufres, poussières, oxydes de carbone, oxydes d'azote et ammoniac. La température des gaz est également relevée par le laboratoire d'analyse.

Concernant les effluents aqueux, le site est équipé d'une station d'épuration avant rejet au milieu naturel. L'exploitant réalise un calcul du rendement épuratoire de la station d'épuration sur les paramètres suivants : MES, DCO, DBO5, NGL, P. L'exploitant assure, avant rejet au milieu naturel, un suivi des paramètres suivants sur les eaux usées industrielles traitées au niveau de la STEP : volume, pH, température, DCO, DBO5, MES, NGL, NTK, N-NO3, P, métaux.

L'exploitant indique disposer d'un suivi assuré par le service QSE. Ce suivi prend la forme d'un tableau d'indicateurs affichant l'évolution des consommations entre l'année en cours et l'année écoulée. Ces indicateurs portent sur la consommation en eau, électricité, gaz, et permettent de mettre en place des mesures correctives en cas de dérives.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 2, qui est mise en place sur le site.

MTD 3 : suivi des paramètres clefs du process pour le flux d'eaux usées

L'exploitant déclare réaliser un suivi de la qualité et de la quantité des effluents en entrée (volume, pH, MES, DCO, DBO5, NGL, P) et en sortie (volume, pH, température, DCO, DBO5, MES, NGL, NTK, N-NO3, P, métaux) de station d'épuration.

Les eaux pluviales font également l'objet d'un suivi sur les paramètres pH, température, DCO, MES, DBO5 et hydrocarbures totaux.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 3, qui est mise en place sur le site.

MTD 4 : Surveillance des émissions dans l'eau

L'exploitant réalise actuellement un suivi de ses rejets aqueux conformément à son arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 comme suit :

Substance	AP référence	Surveillance en vigueur	MTD	Respect de la MTD	Arrêté ministériel du 27/02/2020	Respect de l'arrêté ministériel du 27/02/2020
MES	n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	Quotidienne	Quotidienne (1)	oui	Quotidienne	oui
DBO ₅	n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	Hebdomadaire	Mensuelle	oui	Mensuelle	oui
DCO	n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	Quotidienne	Quotidienne (1)	oui	Quotidienne	oui
Phosphore	n°2005-ICPE-181 du 4 juillet 2005	Hebdomadaire	Quotidienne (1)	oui (2)	Quotidienne	non
Azote	n°2005-	Hebdomadaire	Quotidienne	oui (2)	Quotidienne	non

global	ICPE-181 du 4 juillet 2005		(1)			
Chlorures	-	Non suivi	Mensuelle	Suivi jugé non pertinent par l'exploitant	Mensuelle	Suivi jugé non pertinent par l'exploitant

(1) : S'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, la fréquence de surveillance pourra être abaissée, mais elle sera en tout état de cause d'au moins une fois par mois.

(2) : sous réserve de respecter les conditions du (1)

Substance	AP référence	VLE		AM 27/02/2020	NEA-MTD	Respect de la MTD
		Concentration	Flux			
MES	n°2005- ICPE-181 du 4 juillet 2005	25 mg/L	11 kg/j	50 mg/l ou 35 mg/l si le flux est supérieur à 15 kg/j	4-50 mg/l	oui
DBO ₅	n°2005- ICPE-181 du 4 juillet 2005	20 mg/L	6 kg/j	100 mg/l ou 30 mg/l si le flux est supérieur à 30 kg/j	-	-
DCO	n°2005- ICPE-181 du 4 juillet 2005	95 mg/L	50 kg/j	100 mg/l	25-100 mg/l	oui
Phosphore	n°2005- ICPE-181 du 4 juillet 2005	1,5 mg/L	1 kg/j	2 mg/l	0,2-2 mg/l	oui
Azote global	n°2005- ICPE-181 du 4 juillet 2005	10 mg/L	6 kg/j	20 mg/l	2-20 mg/l	oui

L'exploitant souhaite conserver une fréquence de surveillance hebdomadaire pour l'azote et le phosphore, du fait des niveaux d'émission suffisamment stables et homogènes.

La stabilité des rejets n'est pas un argument permettant une diminution de la fréquence de surveillance des substances. La fréquence de surveillance conforme à l'AM du 27/02/2020, telle que décrite dans le tableau ci-dessus, doit donc être mise en œuvre sur le site à compter du 04 décembre 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a réalisé une campagne de mesures des chlorures sur les effluents bruts du 17 novembre au 24 novembre 2020. Les résultats sont tous inférieurs à 200 mg/L. Au vu des faibles concentrations, l'exploitant estime que la substance n'est pas pertinente à maintenir dans le suivi. Un allègement de la fréquence de surveillance voire l'absence de surveillance régulière peut être accepté en l'absence de problématique milieu et pour des niveaux faibles en concentrations et flux de la substance. L'aménagement des fréquences nécessitera un arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant devra réaliser les analyses selon les conditions de normes prévues dans la MTD.

MTD 5 : surveillance des rejets dans l'air

L'exploitant estime que cette MTD n'est pas applicable au site au regard des secteurs et procédés spécifiques visés.

L'exploitant précise toutefois que les rejets atmosphériques du site proviennent des chaudières et des fours de cuisson. Ces rejets s'effectuent par différentes cheminées et à une hauteur comprise entre 11 et 16 m par rapport au sol.

MTD 6 : améliorer l'efficacité énergétique

Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à utiliser la MTD 6a et une combinaison appropriée des techniques courantes énumérées au point b.

L'exploitant précise qu'il réalise un suivi sur 12 compteurs électriques spécifiques. La consommation de gaz fait également l'objet d'un suivi grâce à 8 compteurs spécifiques. Des indicateurs de kWh/tonnes sont suivis et une cible est fixée sur l'ensemble du site.

Les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- Remplacement des moteurs par des équipements plus économes.
- La chaleur issue du compresseur d'air est récupérée pour préchauffer l'entrée d'eau chaude de la chaudière.
- L'éclairage est assuré par des LED à hauteur de 15 %. Une politique de remplacement est en place.
- Le circuit d'air comprimé est équipé d'un assécheur. Un audit annuel des fuites est réalisé.
- Le site est équipé de panneaux photovoltaïques permettant de couvrir 15 % des besoins d'énergie électrique
- Des variateurs de vitesse sont installés sur les compresseurs et sont utilisés en alternance.

De plus, un audit énergétique a été réalisé en 2015 et un nouveau était attendu fin 2020. L'audit de 2015 a permis de repérer les pertes thermiques et des mesures de réduction par calorifugeage ont été mises en œuvre.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 6, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 7 : consommation d'eau et émission d'effluents

La MTD consiste à recourir à la MTD 7a et à une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b), à k).

L'exploitant doit appliquer des techniques suivantes afin de réduire sa consommation d'eau :

Technique		Applicabilité	Appliquée sur le site
a	Recyclage ou réutilisation de l'eau	Peut ne pas être applicable (hygiène)	Oui (circuits de refroidissement en circuit fermé, eau recyclée sur la ligne Paille d'Or)
b	Optimisation du débit d'eau	Peut ne pas être applicable (hygiène)	Oui
c	Optimisation des buses et des canalisations	Peut ne pas être applicable (hygiène)	Oui (pression d'eau régulée)
d	Séparation des flux	Peut ne pas être applicable aux systèmes existants	Oui (circuits de refroidissement en circuit fermé)

e	Nettoyage à sec	Applicable d'une manière générale	Non (essais réalisés sans succès)
f	Système de curage des canalisations	Applicable d'une manière générale	Oui (NEP)
g	Nettoyage à haute pression	Peut ne pas être applicable (hygiène)	Oui (au niveau du bac pétrin)
h	Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)	Applicable d'une manière générale	Oui (dosage par automate)
i	Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants et/ou de gel	Applicable d'une manière générale	Oui (sol)
j	Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés	Applicable d'une manière générale	Oui
k	Nettoyage des équipements dès que possible	Applicable d'une manière générale	Oui (plusieurs fois par semaine)

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 7, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 8 : Réduire l'utilisation des substances dangereuses

Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, par exemple pour le nettoyage et la désinfection, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.

Technique		Mise en œuvre sur le site
a	Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage et/ou de désinfectants	Oui (produits ne présentant pas de danger pour le milieu aquatique selon les FDS)
b	Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place (NEP)	Oui (utilisation du dernier rinçage du cycle pour le premier rinçage du cycle suivant, les produits chimiques de nettoyage dans le NEP sont de fait en partie recyclés)
c	Nettoyage à sec	Non (voir MTD 7 e)
d	Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés	Oui (voir MTD 7 j)

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 8, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 9 : Éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire

Afin d'éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire utilisées pour le refroidissement et la congélation, la MTD consiste à utiliser des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.

L'exploitant indique que le site utilise de l'ammoniac pour la production d'eau glacée et les différents fluides frigorigènes suivants : R134a, R404a, R407a, R22 et R410a. Le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (ODP) et le potentiel de réchauffement planétaire (GWP) des fluides utilisés sont les suivants :

Fluide frigorigène	ODP	GWP
R22	0,05	1810
R134a	0	1430
R404a	0	3922

R410a	0	2088
R407a	0	2107

En 2023, les installations frigorifiques, hors CO2, ammoniac et eau, peuvent continuer à fonctionner sous réserve d'un ODP nul et d'un GWP inférieur à 2500.

L'exploitant précise qu'une solution de remplacement pour le fluide R22 est en cours mais rien n'est précisé concernant le fluide R404a.

La MTD n'est pas respectée et l'exploitant doit s'engager à remplacer les fluides R22 et R404a conformément au règlement F-GAS à compter du 4 décembre 2023.

MTD 10 : Efficacité des ressources

Cette MTD vise à utiliser plus efficacement les ressources en utilisant une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous :

Technique		Applicabilité	Appliquée sur le site
a	Digestion anaérobie	Peut ne pas être applicable en raison de la quantité ou de la nature des résidus.	Non
b	Utilisation des résidus	Peut ne pas être applicable.	Oui (méthanisation + alimentation animale)
c	Séparation des résidus	Applicable d'une manière générale.	Non (matières premières essentiellement solides)
d	Récupération et réutilisation des résidus provenant du pasteurisateur	Applicable uniquement aux produits alimentaires liquides.	Non (pas de pasteurisation)
e	Récupération du phosphore sous forme de struvite	Uniquement applicable aux flux d'effluents aqueux à forte teneur en phosphore total (supérieure à 50 mg/l, par exemple) et dont le débit est important.	Non
f	Épandage des effluents aqueux sur les sols	Uniquement applicable s'il existe un bénéfice agronomique avéré, s'il est établi que le niveau de contamination est faible et s'il n'y a pas d'incidence négative sur l'environnement.	Oui (épandage des boues de la STEP après compostage)

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 10, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 11 : Prévention des émissions accidentelles dans l'eau

Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux.

Le dossier mentionne que le site dispose des équipements de tamponnement suivants : poste de relevage de 20 m³, bassin de forte charge de 300 m³ et bassin tampon de 250 m³, soit un stockage de 570 m³. Le rejet maximal autorisé est de 600 m³/j. Les capacités de rétentions permettent de palier à un dysfonctionnement de la STEP pendant 1 jour maximum. Les effluents stockés sont ensuite traités par la STEP.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 11, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 12 : Réduire les émissions dans l'eau

Afin de réduire les émissions dans l'eau, la MTD consiste à recourir à une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous :

	Technique ⁽¹⁾	Polluants habituellement visés	Applicabilité
Traitement préliminaire, primaire et général			
a)	Homogénéisation	Tous polluants	Applicable d'une manière générale.
b)	Neutralisation	Acides, alcalis	
c)	Séparation physique, notamment au moyen de dégrilleurs, tamis, dessableurs, dégraisseurs, déshuileurs ou décanteurs primaires	Solides grossiers, matières en suspension, huile/graisse	
	Technique ⁽¹⁾	Polluants habituellement visés	Applicabilité
Traitement aérobie et/ou anaérobie (traitement secondaire)			
d)	Traitement aérobie et/ou anaérobie (traitement secondaire), par exemple procédé par boues activées, lagune aérobie, procédé par lit de boues expansées (UASB), procédé par contact anaérobie, bioréacteur à membrane	Composés organiques biodégradables	Applicable d'une manière générale.
Dénitrification			
e)	Nitrification et/ou dénitrification	Azote total, ammonium/ammoniac	La nitrification peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées de chlorures (supérieures à 10 g/l, par exemple). La nitrification peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple)
f)	Nitrification partielle - oxydation anaérobie des ions ammonium		Peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux.
Récupération et/ou élimination du phosphore			
g)	Récupération du phosphore sous forme de struvite	Phosphore total	Uniquement applicable aux flux d'effluents aqueux à forte teneur en phosphore total (supérieure à 50 mg/l, par exemple) et dont le débit est important.
h)	Précipitation		Applicable d'une manière générale.
i)	Extraction biologique renforcée du phosphore		
Élimination finale des matières solides			
j)	Coagulation et floculation	Matières en suspension	Applicable d'une manière générale.
k)	Sédimentation		
l)	Filtration (par exemple, filtration sur sable, microfiltration, ultrafiltration)		
m)	Flottation		

⁽¹⁾ Les techniques sont décrites dans la section 14.1.

⁽¹⁾ Les techniques sont décrites dans la section 14.1.

L'exploitant indique en mettre en œuvre 7 : (a) l'homogénéisation, (c) la séparation physique, (d) le traitement aérobie, (j) la coagulation/floculation, (k) la sédimentation, (l) la filtration et (m) la flottation.

Les effluents sont traités par la station d'épuration du site avant rejet dans le milieu naturel (Sèvre Nantaise).

Les VLE de l'AP du 4 juillet 2005 pour la DCO, les MES, l'azote global et le phosphore respectent les NEA-MTD associés (voir MTD 4).

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 12, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 13 : Plan de gestion des émissions sonores

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole de surveillance des émissions sonores,
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ ou de réduction.

Le dossier mentionne que :

- Des mesures de niveaux sonores sont réalisées tous les 3 ans ;
- La dernière mesure de bruit (2020) a révélé des dépassements de normes ;
- Un programme de réduction du bruit est en cours d'élaboration ;
- Aucune plainte pour nuisances sonores n'a été reçue.

La MTD 13 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

L'exploitant indique que la MTD 13 s'applique au site au regard des résultats des campagnes acoustiques de 2017 et 2020 faisant apparaître des non-conformités à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 (dépassement des émergences en ZER la nuit sur 2 points de mesures et dépassement du niveau sonore maximal admissible en bordure de site la nuit sur un point de mesure).

MTD 14 : Technique de réduction des émissions sonores

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.

Technique		Applicabilité	Appliquée au site
a	Implantation appropriée des équipements et des bâtiments	Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements et des entrées/sorties des bâtiments peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de coûts excessifs.	Non
b	Mesures opérationnelles	Applicable d'une manière générale.	Oui
c	Équipements peu bruyants	Applicable d'une manière générale.	Oui (compresseurs sous bâtiments isolés)
d	Dispositifs anti-bruit	Peut ne pas être applicable aux unités existantes en raison du manque d'espace.	Non
e	Réduction du bruit	Applicable uniquement aux unités existantes, car la conception des nouvelles unités devrait rendre cette technique inutile. Dans le cas des unités existantes, l'intercalation d'obstacles peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace.	Non

Un programme de réduction du bruit est en cours d'élaboration pour mettre en œuvre de nouvelles techniques afin de palier aux non-conformités acoustiques. Des précisions sont à apporter sur ce point.

MTD 15 : Plan de gestion des odeurs

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs,
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs; à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs; à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Cette MTD n'est applicable que dans le cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée.

L'exploitant précise que cette MTD n'est pas applicable au site en l'absence de nuisances olfactives probables ou constatées au niveau des premiers riverains.

II.4 - Examen des MTD du BREF transversal ICS

L'exploitant précise que, conformément au guide de mise en œuvre du BREF FDM de juin 2020, l'étude du BREF ICS peut se limiter aux équipements ayant un impact significatif et non traités dans le BREF FDM. Ainsi, seules les MTD spécifiques aux tours aéroréfrigérantes classées sous la rubrique ICPE n°2921 à enregistrement seront étudiées. Les MTD génériques et liées à la gestion de l'énergie ne sont pas traitées.

MTD 3.1 : Réduction des besoins en eau de refroidissement

L'exploitant précise que le refroidissement se fait en boucle fermée, permettant ainsi de limiter les pertes de chaleur.

Des systèmes de recirculation sont mis en œuvre.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 3.1, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 3.2 : Entraînement d'organismes

L'exploitant précise que les installations sont alimentées en eau potable (réseau public).

L'exploitant considère que cette MTD n'est pas applicable au site.

MTD 4.1 : Émissions thermiques dans l'eau

L'exploitant précise que des nettoyages réguliers avec un algicide sont réalisés dans les endroits où l'eau peut stagner afin de diminuer l'encrassement. Une procédure de gestion des réseaux d'eau d'appoint est également en place en cas d'arrêt simultané des condenseurs ou des TAR.

L'exploitant précise que les échangeurs tubes et calandres sont utilisés pour le refroidissement de l'eau chaude à 60°C (TAR) et de l'ammoniac à 80°C (condenseurs) :

- coté tube : eau et ammoniac, donc fluide propre et non encrassant,
- coté calandre : eau de refroidissement propre et traitée avec biocide et anticorrosion.

L'exploitant précise que la vitesse de l'eau dans les échangeurs et les condenseurs n'est pas connue.

L'exploitant indique qu'un tamis est en place pour protéger les pompes des faisceaux des TAR. Une mesure de la qualité de l'eau d'appoint sur les MES et la legionella est réalisée tous les ans, ainsi que des mesures du TH et du pH réalisées tous les 2 mois. Une mesure de la conductivité est réalisée chaque semaine. Ces mesures permettent d'assurer la qualité de l'eau et d'éviter la mise en place de filtres.

L'exploitant précise que les tubes des échangeurs sont en acier.

L'exploitant précise également que les systèmes ne sont pas à passage unique et qu'il n'y a pas d'utilisation d'eau salée.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 4.1, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 4.2 : Émissions chimiques dans l'eau

L'exploitant précise que :

- Le choix des équipements de refroidissement est réalisé sur la base des analyses de la qualité des eaux d'entrée afin de réduire la sensibilité à la corrosion.
- Aucun composé du chrome, du mercure, organométalliques ou mercaptobenzothiazole n'est mis en œuvre.
- Les biocides utilisés pour les traitements choc sont à base de chlore et de brome.
- La déconcentration est asservie à la mesure de conductivité pour l'optimisation du dosage des biocides
- Il n'y a pas de variation de la vitesse de l'eau, absence de maîtrise du temps de séjour, celui-ci est déterminé par la déconcentration qui suit l'évaporation qui est proportionnelle à la charge de l'installation et à la température extérieure.
- Le pH de l'eau de refroidissement est neutre.
- L'installation est de type fermée avec un volume faible dans les bassins. Les MES sont évacuées lors des chasses de déconcentration. Une mesure de la qualité de l'eau d'appoint sur les MES est réalisée tous les ans.
- Il n'y a pas d'arrêt de la purge de déconcentration temporaire après dosage.
- L'ozone n'est pas utilisé étant donné la qualité de l'eau potable d'appoint.

L'exploitant indique donc répondre aux exigences de la MTD 4.2, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 4.3 : Émissions dans l'air

L'exploitant précise que le panache, visible en période froide essentiellement, n'est pas susceptible d'atteindre le sol car :

- les condenseurs sont en toitures,
- la TAR est de hauteur suffisante,
- la ventilation est suffisante,
- il s'agit de petites installations.

De plus, l'exploitant indique que les équipements d'entraînement vésiculaire sont conformes (taux < 0,01 %).

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 4.3, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 4.4 : Émissions sonores

L'exploitant indique que les TAR ne sont pas identifiées comme des sources de nuisances sonores et qu'il n'y a pas de dispositif de diffusion ou d'atténuateur sonore à la conception, ni de piège à son en aspiration et refoulement.

L'exploitant doit apporter des précisions sur le respect de la MTD.

MTD 5.1 : Risques de fuites

L'exploitant indique que :

- L'écart de température au niveau de l'eau de ruissellement est < 50°C, pour E/S faisceau des TAR est < 50°C.
- Les échangeurs sont dimensionnés pour les pressions de services et les soudures sont vérifiées par des tests avant démarrage.
- La température de peau pour le faisceau des TAR est < 60°C.
- Il n'y a jamais eu de contrôle des tubes des condenseurs par courant de Foucault.
- Il n'y a pas de dispositif de surveillance de la purge de déconcentration des TAR.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 5.1, qui est déjà mise en place sur le site.

MTD 5.2 : Risques biologiques

L'exploitant indique que :

- Des nettoyages réguliers avec un algicide aux endroits où l'eau peut stagner sont effectués. Une procédure de gestion des réseaux d'eau d'appoint est également en place en cas d'arrêt simultané des condenseurs ou des TAR.
- Des produits chimiques biocide, anti-corrosif et anti-tartre sont injectés (asservissement horloge et asservissement eau d'appoint). Un programme de nettoyage préventif et curatif est en place.
- La surveillance de pathogène est effectuée selon la catégorie 3 (tour de refroidissement dans un voisinage résidentiel ou industriel => surveillance trimestrielle à annuelle), à fréquence réglementaire, grâce à un échantillonnage de l'eau de refroidissement.
- Le port des EPI est strictement contrôlé pour toutes les opérations.

L'exploitant indique répondre aux exigences de la MTD 5.2, qui est déjà mise en place sur le site.

II.5 - Demande de dérogation aux NEA-MTD

Dans son dossier, l'exploitant ne demande pas de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

II.6 - Demande de l'exploitant sur l'actualisation des prescriptions

Dans son dossier, l'exploitant sollicite une modification sur les points suivants :

- Actualisation du classement ICPE du site

- Modification des prescriptions dans le domaine de l'eau, avec une révision de la VLE sur les rejets en MES en sortie de STEP à 30 mg/L au lieu des 25 mg/L actuellement (arrêté préfectoral du 4 juillet 2005)
- Modification des prescriptions dans le domaine de l'air, avec la suppression de la prescription en matière d'ammoniac dans les rejets des fumées de cuisson (article 11 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005)




L'inspection des installations classées prend note de ces demandes. Une réponse sera apportée à l'exploitant dans le cadre de l'instruction de ses demandes sollicitées.

II.7 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés préfectoraux en vigueur permettent de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement. Il n'est donc pas nécessaire de les actualiser.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, a informé l'exploitant de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions par courrier lui notifiant l'arrêté du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce courrier est joint en annexe du présent rapport.

<p><i>Rédacteur</i></p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Florian MARCHANT</p>	<p><i>Vérificateur</i></p> <p>L'inspectrice de l'environnement</p>  <p>Aurélia CHANTEPERDRIX</p>
<p>APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation</p> <p>Adjointe au Chef du Service Risques Naturels et Technologiques</p>  <p>Sophie LAVIGNE</p>	

BREF FDM

1	MTD 4 : L'exploitant souhaite conserver une fréquence de surveillance hebdomadaire pour l'azote et le phosphore, du fait des niveaux d'émission suffisamment stables et homogènes. La stabilité des rejets ne peut pas être un argument à la diminution de la fréquence de surveillance des substances. La fréquence de surveillance conforme à l'AM du 27/02/2020 doit donc être mise en œuvre sur le site à compter du 4 décembre 2023. Ce point est susceptible d'être contrôlé en inspection.
2	MTD 9 : L'arrêté ministériel du 27/02/20 impose à l'article 10.2 de son annexe : « L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. » L'article 2 de cet arrêté fixe une application de cet article immédiate pour les installations autorisées après le 04/12/19 et au 04/12/23 pour les installations existantes. L'exploitant doit s'engager à remplacer les fluides R22 et R404a conformément au règlement F-GAS à compter du 4 décembre 2023. Ce point est susceptible d'être contrôlé en inspection.
3	MTD 14 : Un programme de réduction du bruit est en cours d'élaboration pour mettre en œuvre de nouvelles techniques afin de palier aux non-conformités acoustiques. Ce point est susceptible d'être contrôlé en inspection.

BREF ICS

1	MTD 4.4 : L'exploitant doit apporter des précisions sur le respect de la MTD. Ce point est susceptible d'être contrôlé en inspection.
---	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------